

## Cuba : la fin annoncée du socialisme d'État

12-10-2010

« L'annonce de la suppression d'un demi million de postes de travail dans un délai de six mois a été faite par la CTC (Centrale des Travailleurs de Cuba) : « En concordance avec le processus d'actualisation du modèle économique et les projections pour 2011-2015 sont prévus l'année prochaine la suppression de 500 000 emplois dans le secteur public et leur transfert dans le secteur non public. »

La population active cubaine est évaluée à un peu plus de 5 millions de personnes, dont environ 90 % sont employés par l'État. Il n'y a pas de donnée précises mais il est estimé à près de 600 000 personnes environ le nombre de personnes employées dans le privé, dont une écrasante majorité dans le secteur agricole et une minorité — 143 000 — dans les secteurs liés à l'industrie touristique et aux services : coiffeurs, taxis, loueurs de chambres d'hôtes, petits restaurateurs... Les licenciements annoncés concernent donc près de 12% des travailleurs cubains du secteur d'État ! En avril dernier, à l'occasion d'un congrès de la jeunesse communiste, Raúl Castro avait préparé de terrain : « Nous savons que des centaines de milliers de travailleurs sont de trop dans les secteurs subventionnés et dans les entreprises, au point que certains observateurs parlent de plus d'un million de personnes excédentaires. C'est là une question très sensible que nous avons le devoir d'affronter en faisant preuve de fermeté et de sens politique. » Soit 20% de la population active ! Fidel Castro : « Le modèle cubain ne marche même plus pour nous » En août dernier, Raúl Castro avait déclaré devant l'Assemblée nationale : « Nous devons éradiquer pour toujours l'idée selon laquelle Cuba est le seul pays au monde où on puisse vivre sans travailler. » Début septembre, le grand frère Fidel, dans une interview à deux journalistes américains de Atlantic Magazine qui lui demandaient si le modèle cubain était exportable, confessait que « le modèle cubain ne marche même plus pour nous. » Certains, parmi les fidèles orthodoxes du régime y ont vu une manipulation de plus et un démenti alambiqué est venu les conforter dans cette thèse. Mais cette étonnante déclaration de Fidel Castro, ce « lapsus » peut s'interpréter au contraire comme une manière de justifier, de légitimer, les décisions déjà prises et rendues publiques quelques jours plus tard par la direction cubaine. Ainsi peut s'interpréter rétrospectivement la réapparition ces derniers mois de l'ex-Líder Máximo sur le devant de la scène à l'occasion de diverses prises de position et d'un discours public le 3 septembre dernier : donner des gages et légitimer les changements auprès de la fraction staliniste et immobiliste du parti et de la bureaucratie de l'appareil d'État car pour certains croyants indéfectibles, Fidel a toujours raison ! Pour la CTC, « notre État ne peut et ni ne doit continuer à entretenir des entreprises, des organismes de production, de services subventionnés avec des effectifs en surnombre et des pertes qui pèsent sur l'économie, s'avèrent contre-productives, génèrent de mauvaises habitudes et déforment la conduite des travailleurs. Il est nécessaire d'augmenter la production et la qualité des services, de réduire les énormes dépenses sociales et d'éliminer des gratuités indues, les subventions excessives, les études comme source de revenu et la retraite anticipée. » « Le succès du processus qui commence maintenant dépendra de l'assurance politique que, depuis le mouvement syndical et sous la conduite du Parti, les dirigeants syndicaux donneront préalablement aux actions qui doivent être entreprises, et du consensus social que nous atteindrons sur la pertinence économique et politique de ce pas en avant. Ces mesures de disponibilité de travail cherchent à identifier les postes qui ne sont plus indispensables et à les réimplanter dans d'autres postes de travail nécessaires et possibles ». Pour la CTC, « le devoir des Cubains est de travailler et de le faire bien », il ne s'agit là que d'un « processus d'actualisation du modèle économique » dont « son exécution est conçue [et] jusqu'au premier trimestre 2011 », soit dans un délai extrêmement court de 6 mois. Et au cas où le message n'aurait pas été bien entendu, la CTC rappelle ce qu'avait dit Raúl Castro un an auparavant, à savoir qu'il « est connu que le nombre excessif de postes de travail dépasse 1 millions de personnes » dans l'ensemble du secteur public (administrations et entreprises). Comment ?

Depuis le début de l'année 2010, sur instructions ministérielles, différentes administrations et structures d'État avaient commencé discrètement à dresser des listes de postes excédentaires. Les chômeurs vont voir leur régime changer. Jusque là, le gouvernement assurait 60 % de leur salaire tant qu'ils ne trouvaient pas un nouvel emploi. Désormais, cette couverture prendra fin après une durée maximale de trois mois de chômage. En avril 2010, on apprenait que les barbiers, les coiffeurs et les esthéticiennes pouvaient s'établir à leur compte, On apprenait aussi, via l'agence Reuters — et que n'avait pas encore mentionné la presse locale — que le gouvernement proposait à ces travailleurs de louer leur boutique à l'État, de payer des impôts sur leurs recettes, et de garder le solde de celles-ci pour eux-mêmes au lieu de recevoir, comme actuellement, un salaire mensuel. Cette mesure avait été perçue comme un premier signal, très symbolique. Depuis, une liste très précise de 178 métiers (cordonnier, horloger, maçon, couturier, animateur de fête, mécanicien, jardinier, traducteur, aide-soignante, cireur, masseur, vendeur d'animaux de compagnie, bûcheron, gardien de parking...) a été établie, certains étant déjà libéralisés, et le gouvernement cubain s'apprête à délivrer 250 000 nouveaux permis (payants) pour l'exercice privé de ces professions. Dans 83 de ces 178 métiers, les travailleurs indépendants pourront embaucher librement du personnel et plus seulement des membres de leurs familles. Un patronat privé est donc appelé à se constituer. On aura remarqué, il s'agit de métiers et d'activités du petit commerce, de l'artisanat, et des services qui correspondent à un marché local, interne, de proximité et qui donc ne sont pas en concurrence directe avec d'autres produits sur un marché mondial. Par ailleurs, des incitations fortes sont prises pour développer la petite propriété paysanne : les agriculteurs pourront venir vendre leurs produits dans des magasins, moyennant le paiement d'une sorte de taxe de 5%. Enfin, après le quotidien unique et officiel Granma, « à partir d'octobre l'interdiction de louer des logements complets en CUC (peso convertible, équivalent au dollar) sera abrogée [et] La nouvelle réglementation permet au

propriétaire qui loue d'employer de la force de travail et de réaliser d'autres activités en compte propre  
 Écouter Lire phonétiquement » (24 septembre 2010). Et de préciser que sont à l'étude les moyens et les possibilités de faire appel au crédit auprès de la Banque Centrale de Cuba pour développer ces activités.  
 D'après LatinReporters.com, « des experts espagnols de la Mondragón Corporación Cooperativa, perle du mouvement coopératif basque, et des techniciens de l'Agence espagnole de coopération internationale participent déjà à la préparation de la reconversion d'entreprises publiques en coopératives. » On apprend aussi que des études sur l'implantation du micro crédit à partir de fournisseurs étrangers (Espagne, Norvège, Brésil, UE...) sont en cours. Depuis quelques temps, les cercles du pouvoir martèlent qu'il faut en finir avec le culte de l'égalitarisme, avec le paternalisme, « entendu comme une protection sociale excessive et non comme la confiscation du pouvoir » comme le précise Janette Habel [2] c'est ainsi que se distille de plus en plus la litanie de la faible productivité, du manque de motivation et des mauvaises habitudes prises par les travailleurs comme la cause principale de la faillite de l'économie de l'île et non bien évidemment les lourdeurs et les pesanteurs d'une bureaucratie tatillonne, éléphanteresse, complètement corrompue et parasitaire. Les Cubains expérimentent l'argument libéral, bien connu ici, du trop d'égalité et de protection sociale... car bien évidemment il n'est pas question d'accuser la faillite d'un modèle où comme on le disait à propos des travailleurs soviétiques : puis-ils font semblant de nous payer, on fait semblant de travailler. Pendant ce temps, l'équipe dirigeante a entrepris une véritable recombinaison du pouvoir politique autour du noyau gestionnaire dont l'épicentre est Raúl Castro et le haut commandement des Forces armées révolutionnaires (FAR). Depuis mars 2009, soit à peine dix-huit mois, une grande partie des dignitaires du régime ont été limogés et remplacés, dont le vice-président Carlos Lage et le ministre des Affaires étrangères Felipe Pérez Roque, ainsi qu'une bonne quinzaine de hauts responsables (directeur de la Banque centrale, ministres de l'Economie, de l'Agriculture, des Transports, des Finances et récemment la ministre des Industries de bases qui chapeaute les secteurs stratégiques de l'exploitation du pétrole, de l'électricité, du nickel...). Quelques enjeux Les enjeux de cette mesure sont multiples. D'un côté il s'agit d'alléger les charges publiques que représentent les salaires versés, mêmes si ceux-ci sont dérisoires. Plus fondamentalement, il s'agit d'opérer un premier tournant vers une libéralisation/privatisation de l'économie. Depuis longtemps, il existe à Cuba une double situation : l'officielle et la réelle. La première est celle composée par les emplois d'État et les salaires dérisoires payés en peso non convertible, secteur qui donne accès aux rares denrées disponibles dans les magasins d'État à travers la libreta (carnet de rationnement). Le salaire moyen officiel est équivalent à 20\$ ce qui permet de vivre au mieux une semaine par mois, ceci malgré les quelques subventions et les rares services gratuits qui subsistent... La seconde situation est un mélange complexe et contrasté de tout ce qui correspond à la dollarisation de l'économie, depuis la débrouille dans des petits boulots au noir, le commerce illégal (y compris la prostitution, la revente aux touristes et à tout détenteur de dollars de produits récupérés sur les lieux de travail...) et surtout les entrées de devises qui parviennent à ceux des Cubains qui ont la chance d'avoir de la famille hors de l'île. La débrouille et les petits boulots informels avaient en plus comme conséquence de développer un fort absentéisme sur les lieux de travail officiel...  
 La libéralisation d'une partie de l'économie, la création d'un secteur privé (possibilité de créer des entreprises, d'employer) et donc la création d'un marché du travail, visent tout à la fois à couvrir, à légaliser, à normaliser en grande partie ce secteur déjà florissant mais dont le développement est entravé par son caractère informel, à son illégalité même, ce qui a le désavantage d'échapper à toute fiscalité. Ce faisant il s'agit aussi d'étendre, en commençant par toutes sortes d'activités pouvant être effectuées par des entreprises unipersonnelles, artisanales, à compte propre, jusqu'à des PME de fait (en coopérative ou pas), principalement dans le secteur du commerce, de l'artisanat et des services. Mais les secteurs clés comme l'industrie touristique ne devraient pas être affectés puisque c'est de là que la fraction moderniste de l'État tire sa position dominante en dirigeant les diverses agences de l'État qui contrôlent ce secteur particulièrement lucratif. Il faut en effet savoir que dans le secteur privé, une loi sur les investissements étrangers de 1995 exige de ces investisseurs qu'ils embauchent les travailleurs via les agences d'emploi de l'État. Dans ce système de joint venture très particulier, les investisseurs (et les clients) payent ces agences en dollars et ces dernières versent les salaires en pesos aux travailleurs, et au passage retiennent jusqu'à 95 % du montant des salaires (le rapport entre le cours officiel du peso et celui dollar au marché noir est en effet de 1 à 25) [3]. Secteur majoritairement du tourisme composé d'une dizaine de chaînes hôtelières détenues par des groupes internationaux aux capitaux espagnols, italiens, français, canadiens (Blau, Accor, Sol Meliá, Iberostar...) D'un point de vue strictement économique, ces réformes répondent d'abord à une situation d'urgence et de faillite d'un modèle à bout de souffle dont les déséquilibres abyssaux de la balance commerciale ne constituent qu'une des manifestations. Mais, au-delà de cet aspect purement défensif et à court terme, il s'agit de procéder à une sorte d'accumulation primitive, et à travers la fiscalité, de permettre au secteur étatique de se développer, notamment sur des secteurs jugés stratégiques pour l'avenir : l'exploitation des ressources pétrolières (une raffinerie cubano-vénézuélienne est en cours d'agrandissement, un complexe pétrochimique en projet), la recherche médicale pour l'industrie pharmaceutique, les biotechnologies, les nanotechnologies (ouverture d'un centre de recherche est annoncée pour très bientôt [4]), etc. Les dirigeants modernisateurs de Cuba savent que dans la perspective d'une insertion du pays dans l'économie-monde actuelle, la maîtrise et le développement de la production de savoirs technologiques représentent un atout important. En la matière (pharmacie, biotechnologie), il est vrai que Cuba a quelques longueurs d'avance sur bien d'autres pays. De nombreuses inconnues Ces mesures

« actualisation du socialisme » signent en fait le début de la fin du socialisme. État tel qu'il a vécu pendant un demi-siècle dans la grande île caraïbe. Après tout, Raúl Castro a parlé de plus d'un million de travailleurs excédentaires, des rumeurs parlent de 1,3 millions de postes de travail à supprimer. Mais ces mesures ne signifient pas la fin d'un certain régime politique marqué par l'accaparement du pouvoir. État par une clique dirigeante qui est aussi une couche bureaucratique gestionnaire des principaux secteurs de l'économie et de l'administration de l'État. A l'instar de la Chine ou du Vietnam, l'entreprise privée et le marché des marchandises comme celui du travail, viennent au secours d'une couche bureaucratique, d'une direction politique. État aux abois qui se fout pas mal de liquider le « socialisme » du moment que c'est pour conserver le pouvoir politique, symbolique et économique. Mais les difficultés ne sont pas à exclure. Si l'enjeu est bien de développer un secteur capitaliste privé dans l'île, celui-ci ne pourra se réaliser sans que se développe une insertion grandissante dans l'économie du marché mondial. D'une part, Cuba ne produit pratiquement aucun des matériels et matériaux nécessaires à ces activités (les coiffeurs ont besoin de shampoing, les électriciens de câbles et de transformateurs et de répartiteurs, etc.), il faut donc les importer. Déjà complètement dépendante à près de 80% de ses approvisionnements en nourriture, d'une chute vertigineuse des cours du nickel [5] et d'une récolte de canne à sucre en pleine déroute [6], Cuba va peut-être démarrer un processus d'accumulation interne mais à quel prix et avec quelles conséquences ? D'autre part, et dans le cas, le développement d'une demande intérieure liée à l'accroissement du pouvoir d'achat d'une minorité qui a accès au dollar, provoque un afflux de marchandises, notamment asiatiques, sur le marché interne, via des intermédiaires et des centres commerciaux qui alimentent les caisses de l'État. Enfin, cette fin du socialisme d'État devrait logiquement accélérer une tendance déjà à l'œuvre au sein de la société cubaine : une polarisation sociale toujours plus forte entre les populations pauvres, habitants des quartiers déshérités des grandes villes, dans les zones rurales, et qui regroupe une grande partie de la population noire et métisse et de l'autre, une petite et moyenne bourgeoisie, citadine, blanche, celle qui a déjà accès au dollar, généralement par le fait qu'elle a de la famille en Floride ou ailleurs : 2 millions d'étatsuniens d'origine cubaine ont en effet de la famille dans l'île et depuis avril 2009, peuvent envoyer des remesas sans aucun plafond ou limite. Parmi les nombreuses interrogations, il convient de se demander comment et selon quels critères sont identifiés les « disponibilités de travail » pour reprendre le communiqué de la CTC, quels sont les « postes qui ne sont plus indispensables » et comment seront-ils « réimplantés dans d'autres postes de travail nécessaires et possibles ». Les maîtres mots sont maintenant productivité et capacité. Or à Cuba, capacité veut dire amis et influence. Comment les 500 000 nouveaux chômeurs, indemnisés 60% de leur salaire pendant une durée d'un mois, plus un autre mois pour chaque tranche de 10 ans d'ancienneté, pourront subvenir à leur besoins et trouver sur le marché interne, c'est-à-dire auprès de ceux qui disposent de dollars, de quoi se rémunérer. Mais il est vrai qu'il n'y a pas de développement capitaliste sans l'existence d'un marché du travail avec une volant de chômeurs conséquent qui fait pression sur les salaires à la baisse et exerce une menace permanente pour les salariés qui ont un emploi. A cela s'ajoute une dimension plus sociale et culturelle. L'importation d'un modèle à la chinoise ou à la vietnamienne risque bien de se heurter à un « choc des civilisations » miniature : le rapport au travail de la population cubaine n'a rien à voir avec celui que l'on rencontre en Asie par exemple. Si certains sont prêts à tout pour s'enrichir, il n'est pas certain que le sens du sacrifice et de l'effort soit les valeurs les plus partagées, même pour une poignée de dollars ou de pesos convertibles. Le business sans doute, l'artisanat aussi, et sans doute bien d'autres activités, mais pour ce qui est de s'investir dans du travail industriel taylorien, ou toyotiste, à outrance, c'est une autre histoire. Pour beaucoup, la crainte est que la flexibilisation de la force de travail voulue par l'État cubain va conduire la grande île à ressembler davantage aux pays de son environnement immédiat, Caraïbes et Amérique centrale, qu'à une version tropicale de Shanghai ou de Shenzhen. L'égalitarisme tant décrié par le régime, mais qui est un sentiment assez ancré à Cuba, pourrait bien constituer un facteur de résistance (passive et/ou active) à la mise en place d'un nouveau modèle qui porte en lui la compétition, l'élimination des concurrents et vise l'inégalité et la domination/exploitation des plus faibles par les plus forts. Question dans la question : à partir de ces résistances, et articulées avec elles, quelles contestations politiques et sociales pourront émerger et trouver des brèches dans lesquelles s'exprimer, se constituer comme forces antagoniques et alternatives et s'affronter à la fois au régime (et en particulier à l'état-major des forces armées qui contrôle tous les secteurs clés de l'économie et la direction politico-policrière de l'État [7]) et aux diverses dissidences liées à l'exil qui ne rêvent au contraire qu'à une ouverture encore plus grande et plus rapide aux intérêts du capitalisme privé dans lequel elles entendent et peuvent jouer un rôle central. Déjà, des facilités de plus en plus grandes sont accordées aux « exilés politiques » pour séjourner temporairement dans l'île. La puissance financière acquise par une partie de cet exil a de quoi faire réfléchir sur sa capacité à faire main basse dès maintenant et rapidement, par les prêts et les investissements via les liens familiaux, sur ce capitalisme privé naissant à l'intérieur de l'île. Bientôt d'autres mesures ? Alors que les mesures de licenciements deviennent réalité en ce début du mois d'octobre, hôpitaux, hôtels, compagnies d'États commencent à se séparer d'une partie de leur personnel, le quotidien du PCC Granma a publié un éditorial dans son édition du 5 octobre laissant entrevoir de prochaines mesures. Après avoir annoncé que le budget rectifié de 2009 accusait un déficit de 5,6% du PIB et qu'il manquait 598 millions de pesos (17,5 millions d'euros) selon les estimations de celui de 2010, l'article aborde deux grands thèmes, un sur les secteurs les plus coûteux en dépenses et l'autre sur quelques subventions devenues insoutenables. L'article, rédigé, il faut le souligner, par le directeur adjoint du journal, mentionne que les secteurs de l'éducation et de la santé représentent 46,7% des dépenses courantes du budget de l'État. Quant à la

« lourde charge qui pèse sur l'État », le journal évoque les aliments de bases inclus dans la libreta, « les combustibles domestiques et les médicaments. » Cette question du déficit est « un facteur qui provoque, entre autres maux, la démotivation envers la travail ». Depuis plus d'un an, la libreta est dans le collimateur des autorités qui ont décidé son extinction progressive : certains produits de base disparaissent du panier mensuel (pommes de terre, pois, etc.), d'autres se maintiennent encore mais avec des prix variables et bien sûr à la hausse. Quant à l'éducation ou la santé publique, emblèmes de la révolution cubaine, cela fait des années que la situation n'a cessée de se dégrader : manque de matériels, de médicaments, établissements en piteux états où les patients doivent apporter leur repas et leurs draps. Les réductions de personnels vont toucher des secteurs symboliques très importants dans la mesure où il y a effectivement beaucoup de médecins et d'infirmières à Cuba au point d'être devenus des produits d'exportation : dans le cadre humanitaire à Haïti certes, mais aussi dans un système d'échanges et de trocs entre pays de l'ALBA (Alliance bolivarienne constituée autour de l'État vénézuélien de Hugo Chávez). Des projets de développement d'un tourisme médical sont également à l'étude. Mais le quotidien Granma prévient. « La conscience citoyenne » peut beaucoup aider à rendre effectives ces nouvelles mesures « qui passent au premier plan pour l'exigence et la responsabilité des organismes d'État », mais « dans tous les cas, ce qui doit prévaloir, est la discipline sociale par conviction ou par imposition ». Pour le quotidien du PCC, il est « décisif de promouvoir une culture économique générale capable de parvenir à ce que chaque citoyen soit conscient de son économie personnelle et de ce qu'il doit apporter à l'État au moyen d'un système de contributions et de cotisations » en échange de quoi, l'État reversera ces recettes — du moins une partie — à son bénéfice sous des formes diverses (service gratuits, allocations, etc.) mais « avec justification ». Les droits automatiquement et également accordés à chacun, est fini ! Après 50 années d'enseignement du socialisme, l'appareil d'État et le parti s'appêtent à enseigner à chaque Cubain les vertus du libéralisme, à devenir un homo oeconomicus, capable de se penser selon les règles de l'entreprise de soi et du calcul utilitariste des bénéfices et des coûts, tout ceci dans le cadre maintenu d'une responsabilité citoyenne et du respect « de ce qu'il doit apporter à l'État ». Le post-socialisme semble découvrir, sur le papier du moins, qu'il est encore possible de créer un Homme Nouveau, « par la discipline sociale » et la « flexibilisation » obligatoire de la force de travail, mais cette fois par la fusion de deux grandes fictions traditionnelles de la modernité politique occidentale qui articulerait celle des droits naturels de l'individu à celle du corps des citoyens : l'homme libéral, responsable de lui-même devant la loi commune et au service de l'État de tous. Conclusion provisoire Cette situation nouvelle ouvre toute une série de débats et d'interrogations dans les différentes sphères de la société cubaine. Le retrait partiel de l'État-Parti-patron, la crise de l'État entrepreneur que cela signifie, qui est aussi une crise du parti-État en tant qu'il prenait en charge tous les aspects de la vie (santé, éducation, habitat, loisirs, culture, etc.), marque un élargissement d'une société civile jusque là embryonnaire et invisible, avec toutes les limites, les ambiguïtés et les potentialités d'autonomie que cela représente, notamment en terme de défense ou d'élargissement des droits sociaux, d'organisation autonome des travailleurs (contre le syndicat courroie de transmission CTC qui organise les licenciements et contre le paternalisme, l'hégémonie et le rôle dirigeant du Parti) et d'organisations sociales dans les quartiers (face aux Comités de défense de la Révolution, les CDR, à la fois relais et espions du régime dans chaque bloc d'habitation, chaque pouce du territoire). Pour être plus précis, il faudrait dire que le paradigme de la division société civile/État existe déjà à Cuba, mais de manière non dite, invisible comme dans tous les États socialistes où ce qui fait société n'existe pas puisque l'État et le parti sont partout, ont leur mot à dire sur tout et s'occupent de tout (et c'est pour cela que ces États ont été analysés en leur temps comme totalitarisme). Invisibilité paradoxale, qui saute aux yeux dès que l'on vit un peu dans le pays, mais non reconnue institutionnellement, sans miroir, sans éclairage, sans expression manifeste, sans espace de conflictualité. Univers de faux-semblants, théâtral posé sur une scène officielle avec d'autres mondes situés derrière la coulisse. Invisibilité liée aux pratiques sociales réelles illicites (débrouilles, marché noir, migrations internes et exode rural clandestins, sub-cultures souterraines notamment dans la jeunesse urbaine, etc.), à l'existence de frontières internes et de mondes parallèles, entre d'un côté « les vieilles structures de pouvoir [qui] continuent le même exercice de rhétorique politique » tandis que dans « la société non officielle » se sont mises en place « des formes de distribution des richesses, du pouvoir et du prestige » grâce au marché noir mais aussi des « pratiques (protosocialistes) d'autogestion sociale », ce qui fait qu'au fil des ans, « une société inédite (underground) est articulée en face de l'État-autruche. » [8] La possibilité de créer des coopératives en dehors du secteur agricole (dans les secteurs du transport, de la construction, de l'alimentation, ainsi que dans 40 services comme la restauration ou l'hôtellerie) et ceci dans le cadre d'une économie de marché, comme cela se fait dans d'autres pays d'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, etc.) peut représenter pour ceux qui s'y engageront à la fois une solution économique faute de mieux dans le cadre de ce système, et pas nécessairement dans un esprit entrepreneurial, et un piège visant à intégrer des aspirations égalitaires à la coopération, à l'association et à l'entraide dans cette même économie de marché où des coopératives se retrouveront en concurrence les unes avec les autres ou avec des secteurs encore étatisés. Piège dans lequel peuvent s'engouffrer ceux qui, au sein du PCC ou juste à côté de lui, ne visent qu'à démocratiser un peu ou beaucoup le régime en faveur d'un socialisme plus participatif ou autogestionnaire. Mais piège qui peut aussi s'avérer problématique et se transformer en facteur de tension, de conflit et en affrontements puisqu'à travers ces réformes, il agit pour l'État et l'oligarchie qui le contrôle de tirer profit (via la fiscalité) de l'accumulation primitive que ce secteur privé doit permettre, de réaliser en somme une libération des forces productives qu'un cadre de rapports de production antérieur entravaient, pour le dire en termes marxistes. Les réformes économiques de septembre 2010 marquent un tournant qui avait été initié dès 2008 et semblaient depuis en

suspens : allongement de 5 ans de l'âge du départ à la retraite (65 pour les hommes, 60 pour les femmes), distribution de terres à des particuliers pour relancer l'agriculture, fin de l'égalitarisme salarial ; par introduction d'éléments de rémunération au mérite, suppression de subventions, de bourses pour les étudiants, de cantines dans beaucoup d'entreprises ; État, diminution des inscriptions dans les facs, etc. Pendant qu'était porté le 27 août dernier de 50 à 99 ans la durée des garanties sur les concessions usufuitières de la propriété détenues par le capital étranger afin de rassurer les investisseurs et les encourager à développer des terrains de golf 18 trous, des resorts de luxe, des marinas haut de gamme et de nouveaux complexes touristiques [9] ; Sur ces terrains privés, de villégiature et de golf cinq étoiles, une nouvelle loi rend possible de construire des villas et de les vendre à des étrangers. Une première à Cuba depuis longtemps. Rétrospectivement, la libération et l'expulsion en Espagne de prisonniers politiques survenus cet été, faisant suite à la grève de la faim mortelle menée par le prisonnier Orlando Zapata Tamayo, à d'autres grèves de la faim menées ensuite, et aux médiations de l'Église catholique et du gouvernement espagnol, trouvent une explication logique et cohérente en forme de signal envoyé aux médias occidentaux disant en gros ceci : voyez, nous libérons (un peu) l'économie et nous libérons (un peu) les prisonniers politiques. La direction cubaine a un besoin crucial que les investisseurs reviennent et doit une manière ou d'une autre faire des gestes pour aider ; l'administration US à lever, un coup ou progressivement, ce qui subsiste de l'embargo économique, autant que les compagnies pétrolières étatsunienne réclament elles aussi la fin du blocus pour pouvoir investir dans les forages sous-marins situés à l'intérieur de la zone des eaux souveraines cubaines, comme le fait déjà la société espagnole Repsol. Mais il y a aussi beaucoup d'inquiétude à avoir. Alors que 500 000 travailleurs vont être virés en moins de 6 mois, alors qu'un même contingent est appelé à connaître le même sort après les données qui circulent le plus officiellement, ce sont les opposants libertaires, alternatifs, anticapitalistes, qui se voient privés d'expression. Le 30 septembre dernier en effet, plusieurs membres de l'Observatorio Crítico [10] se sont vus interdire l'accès à une salle où était organisé un débat par la revue Temas (qui se veut un espace pour la réflexion critique et le débat d'idées ; autour de la culture et la pensée sociale) et où un d'entre eux, qui avait été officiellement invité à participer à la table ronde par le directeur de la revue en personne, fut finalement exclu de la session. Il importe d'être particulièrement attentif à ce qui va se passer dans les mois qui viennent comme il importe de soutenir, de faire connaître, les contestations qui se font jour, et d'aider à l'élargissement de leurs espaces d'expression. Le modèle du socialisme État a fait long feu depuis longtemps mais c'est dans la pratique que les idées se vérifient et que la réalité se transforme effectivement. La société cubaine est une société relativement politisée, ce qui est un atout pour ceux et celles qui veulent poser des questions de fond à partir des inquiétudes de la population, par exemple sur l'organisation politique et économique du pays et donc sur la propre capacité du peuple cubain à récupérer la parole, à récupérer sa capacité d'auto-organisation, d'autonomie et le pouvoir de décision sur ce qui le concerne : sur ce qu'il convient de produire ou pas, sur les manières de fabriquer ces biens jugés utiles, sur les rapports et les médiations entre les unités de la sphère productive et ceux à qui est destinée cette production, sur la division entre ceux qui produisent (généralement les ouvriers et les paysans) et ceux qui élaborent et conçoivent (scientifiques, techniciens, cadres du parti-État), etc. Ces questions sont indissociables : ainsi récemment, on a appris que plusieurs coopératives de paysans de la province centrale de Santi Spiritus avaient planté du maïs transgénique produit, officiellement de manière expérimentale, dans une entreprise de la région, mais qui leur a vendu ces semences à 35 kilomètres de sa zone d'expérimentation. Ce qui pose évidemment plein de questions (sur les OGM, recherche, expérimentation, moratoire, transparence) et au moins une : qu'est-ce que veut dire une autogestion, ici paysanne, et faisant en plus partie d'un mouvement agro-écologique (Movimiento Agroecológico Campesino a Campesino), qui cultive selon des critères de l'agriculture industrielle, capitaliste et productiviste ou même qui, apparemment, sème des produits sans trop savoir de quoi il retourne ? [10] En somme : qui conçoit, qui décide et avec quelles informations ? Au moins, ces questions commencent à sortir même si c'est encore de manière confidentielle et marginale, même si la très grande partie de la population est maintenue dans l'ignorance. En tous cas, une chose est sûre, une page se tourne à Cuba. Et la seule chose que l'on sache, c'est que la suivante n'est pas encore écrite, même si l'on devine que quelques données fondamentales ne seront plus exactement à la même place et que quelques nouvelles pièces vont s'introduire dans le jeu tandis que d'autres auront disparu. Le 9 octobre 2010 J.F. (pour OCL/Courant Alternatif – reproduction vivement conseillée) [ publié ici : <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article835> ] Notes [1] La liste complète de ces 178 métiers se trouve dans l'édition de Granma du 24 septembre 2010, « Trabajo por cuenta propia, mucho más que una alternativa » ; [ <http://www.granma.cu/espanol/cuba/24sept-trabajo.html> ] [2] « Changement de cap à Cuba ? » ; le Monde diplomatique, octobre 2010. [3] Il existe à Cuba trois monnaies, le peso, le peso convertible (CUC), et le dollar. Le premier sert à verser les salaires et permet d'acheter chaque mois des produits de base rationnés et de payer d'autres petites dépenses courantes. Le second est, de fait, une sorte de dollar (il vaut 1,08\$ et 24 pesos), mais sans aucune valeur en dehors de Cuba. Quelques rares professions, liées au tourisme ou dans la culture (musique), ont obtenues qu'une partie du salaire soit versé en CUC. [4] Annonce faite le 7 septembre 2010 par le propre fils de Fidel, le physicien nucléaire Fidel Castro Díaz-Balart, 61 ans, lors de l'inauguration du 11<sup>ème</sup> séminaire international nanosciences et nanotechnologies ; à La Havane. « Le gouvernement cubain parie sur les nanotechnologies comme domaine de premier plan pour être compétitif et atteindre un développement durable futur basé sur les productions intellectuelle », a-t-il déclaré. « La recherche cubaine met l'accent sur les nano matériaux, nano particules, nano câbles, nano tubes et les matériaux pour l'énergie et l'environnement, les nano dispositifs et la nano analyse », a-t-il ajouté (AFP) [5] Le cours du nickel est passé de 60.000 dollars la tonne à moins de

10.000. [6] La dernière récolte, de 2010, a tout juste atteint 1 million de tonnes quand la moyenne se situait historiquement à des niveaux 5 ou 6 fois supérieurs (5,524 millions pour la période 1970-2000). [7] Notamment à travers le GAESA (Grupo de Administración Empresarial, S.A.) holding centrale du Ministère des Forces Armées Révolutionnaires (MINFAR) qui regroupe des sociétés de tourisme, d'aviation, une chaîne de magasins, etc., UIM (Union de l'Industrie Militaire, 230 entreprises), le CIMEX (société d'import/export basée au Panamá regroupant des supermarchés, des stations services, des institutions financières et de crédit, des sociétés de location de voitures, des agences de voyages, agence immobilière), INRE (Instituto Nacional de la Reserva Estatal) supervise les réserves stratégiques nationales (matérielles, financières, militaires) en cas d'urgence, le Groupe de l'Electronique supervise de nombreuses sociétés comme Copextel S.A., compagnie technologique rassemblant plus de 40 entreprises du software, service Internet, électroménager, industrie du spectacle et divertissement, etc. Le MINFAR contrôle aussi l'aviation civile, la fabrication et exportation des fameux cigares 'Havane' (Habanos S.A.), les ministères du tourisme, de la construction, de l'agriculture. En matière de contrôle politique et policier, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et du bloc socialiste et le procès Ochoa, en 1989, le MININT (ministère de l'intérieur) est passé sous le contrôle du MINFAR, dirigé déjà à l'époque par Raúl Castro.

On reste en famille car le GASEA est maintenant dirigé par le colonel Luis Alberto Rodríguez, gendre de Raúl Castro. [8] in 'Confesión de Razones', Ramón García Guerra. Membre de la Cátedra Haydee Santamaría, cet enseignant de l'université de La Havane fait partie de l'Observatorio Crítico et défend l'option d'un possible socialisme libertaire. Il fut récemment exclu d'une intervention lors d'un débat public organisé par la revue officielle Temas à laquelle il avait été invité. [9] Le groupe britannique Esencia Hotels and Resorts serait un des premiers à acquérir un ensemble de 100 hectares. [10] Voir à ce propos divers articles et documents sur Cuba et l'Observatorio Crítico, Dossier Amérique Latine, site de l'OCL : [ <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?rubrique126> ] [11] 'De mano en mano y sin control el maíz transgénico en Cuba', Narciso Aguilera Marín [ <http://www.ecoportale.net/> ]